

Natacha Polony : "Le système de la globalisation néolibérale craque de toute part"

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - A l'occasion de la sortie de l'essai collectif du Comité Orwell, Bienvenue dans le pire des mondes, sa présidente, Natacha Polony a accordé un entretien fleuve au FigaroVox. Pour l'éditorialiste et essayiste, il existe aujourd'hui une forme de totalitarisme soft.

Le Comité Orwell est un collectif de journalistes, présidé par Natacha Polony, pour la défense du pluralisme des idées et de la souveraineté populaire. Il vient de publier *Bienvenue dans le pire des mondes* (éd. Plon, 2016) avec la participation de Natacha Polony, Jean-Michel Quatrepoint, Guillaume Bigot, Eric Delbecque, Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Alexandre Devecchio, Emmanuel Lévy et Gérald Andrieu.



FIGAROVOX. - Vous publiez avec le Comité Orwell que vous présidez l'essai *Bienvenue dans le pire des mondes*. On pensait après 1991 être débarrassé des totalitarismes idéologiques. Sommes-nous plongés de nouveau dans les mondes de George Orwell et d'Aldous Huxley?

► **Natacha POLONY.** - Les concepts qu'ont mis en place Orwell et Huxley permettent de penser un monde qui en apparence est totalement différent. Evidemment, notre monde n'a rien à voir avec celui de 1984. A la limite, avec toutes les manipulations de l'être humain permises par les avancées scientifiques, il a peut-être plus à voir avec celui d'Aldous Huxley dans *Le meilleur des mondes*. En revanche, nous sommes bien dans des concepts forgés par Orwell utilisés à l'époque dans des contextes différents. Il ne s'agit pas de dire que le totalitarisme que nous vivons serait aussi violent et comparable aux véritables totalitarismes soviétique, maoïste ou nazi, bien sûr que non. C'est justement ce que nous appelons dans le livre le **soft totalitarisme** parce qu'il ne repose pas sur la coercition. Pour autant, il est tout aussi aliénant par certains côtés. Il faut absolument remettre en vigueur ces concepts marxistes d'aliénation et d'émancipation.

Le système auquel nous faisons face remet en cause l'émancipation des peuples et des individus.

Quel est ce système dont vous parlez?

► Nous avons cru être débarrassés des idéologies, mais nous avons aujourd'hui à l'œuvre quelque chose qui se présente sous les habits de l'évidence, parfois de la science économique, en tout cas du pragmatisme, mais qui relève bel et bien de l'idéologie. C'est celle du libre-échange qui s'est développée à partir des années 1970 et qui a remis en cause petit à petit tous les acquis sociaux non seulement des classes populaires mais aussi des classes moyennes, notamment en France les acquis sociaux du Conseil national de la résistance. Cette idéologie s'est mise en place à partir de Reagan et Thatcher mais elle a vécu son ère de toute-puissance lorsque des sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir, aux États-Unis avec Bill Clinton, en Angleterre avec Tony Blair, des élus qui ont libéralisé les flux de capitaux, ont remis en cause la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement, toutes ces mesures qui permettaient de protéger les citoyens contre le capitalisme prédateur.

Tout au long du 20^e siècle, le capitalisme a été contenu par le fait qu'il avait un ennemi : le communisme.

Le capitalisme est-il forcément prédateur?

► Pour le dire simplement, tout au long du 20^e siècle, le capitalisme a été contenu par le fait qu'il avait un ennemi: le communisme. Il fallait alors que les classes dominantes nouent un contrat avec les classes populaires, c'est-à-dire qu'elles abandonnent une part de leur domination - ascenseur social, règles de protection, bref, modèles sociaux qui étaient ceux des pays occidentaux - pour que ces classes moyennes adhèrent à la démocratie libérale. A partir du moment où le capitalisme n'a plus eu d'ennemi quand le mur de Berlin est tombé en 1989, on a vu réapparaître le vrai visage d'un capitalisme déconnecté de l'économie réelle, qui n'existe plus que pour lui-même. Il ne sert plus à financer l'économie, mais il sert seulement à produire encore plus de capital.

Ce système a abouti finalement à la crise de 2008. Avec le comité Orwell, nous disons qu'il s'agit d'un **soft totalitarisme** car il s'impose contre la volonté des peuples, tout en gardant les apparences de la démocratie. Nous rappelons dans le livre la phrase de David Rockefeller, fondateur du groupe Bilderberg et président de la Commission Trilatérale, deux groupes d'influences au service des multinationales, dans Newsweek en 1999:

"Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'identité adéquate pour le faire."

C'est ce droit des peuples à disposer d'un écran plat et d'un iPad qui permet l'assentiment de tous.

On peut comprendre la logique d'un "capitaliste" à préserver un tel système... mais qu'est-ce qui fait que les citoyens l'acceptent bon gré mal gré? Pour reprendre le langage d'Huxley, quel est le *somma* qui peut endormir les citoyens?

► Il y a d'abord la société de consommation et son pendant, la société du bien-être. Elle agit à travers une idéologie du progrès qui est totalement détachée de l'idée de progrès moral de l'humanité, de progrès de la liberté, de progrès de l'émancipation. Cette idéologie s'est entièrement consacrée au progrès du bien-être. C'est ce droit des peuples à disposer d'un écran plat et d'un iPad qui permet l'assentiment.

On ne dit pas libre-échange contre protection.

On dit ouverture contre fermeture.

Qui serait contre l'ouverture?

Et y a-t-il une novlangue?

► Oui, elle est efficace parce qu'à travers une forme de manipulation du langage, tout ceci est présenté sous les aspects de l'objectivité pure et s'est détaché de tous les attributs habituels de l'idéologie. Il suffit d'ailleurs de regarder comment sont présentés les débats idéologiques dans les médias. On ne dit pas libre-échange contre protection. On dit ouverture contre fermeture. Qui serait contre l'ouverture? Evidemment, dit ainsi, l'ouverture, c'est bien, la fermeture, c'est mal.

Tout le langage est manipulé pour essayer de faire croire que les tenants de régulation de ce système veulent revenir à la nation, au renfermement des peuples sur eux-mêmes. Ils n'aimeraient pas l'Autre parce que - grande manipulation suprême - tout ça se fait finalement au nom de l'Autre, au nom du sympathique migrant.

C'est une instrumentalisation du sort de malheureux qui fuient la misère, mais qui permet d'imposer aux classes moyennes et populaires des pays développés un système qui creuse les inégalités. Il suffit de voir comment a été reçu notre livre. Immédiatement, on nous a accolé des adjectifs comme "identitaire", "populiste" et même "complotiste"...

Il y a ce qui relève de ce que Pierre Bourdieu appelait un "procès sans sujet", c'est-à-dire que personne n'est coupable immédiatement.

Quel est le rôle des médias dans la transmission de cette *novlangue*? Dans les salles de rédaction, il n'y a pas de grand marionnettiste qui tire les ficelles et impose ce système libre-échangiste à tendance *softement* totalitaire!

► Il y a ce qui relève de ce que Pierre Bourdieu appelait un **"procès sans sujet"**, c'est-à-dire que personne n'est coupable immédiatement. Chacun de leur côté, les journalistes tentent de faire leur travail au mieux, mais il se trouve que chacun, malgré lui, participe à ce processus sans sujet. Nous avons fondé le comité Orwell avec Jean-Michel Quatrepoint, Alexandre Devecchio, Emmanuel Lévy, Gérard Andrieu, des journalistes qui viennent de différents médias et qui n'ont pas les mêmes opinions politiques et viennent d'horizons différents (Le Monde, Marianne, Le Figaro, Causeur). Mais nous l'avons fondé parce qu'il nous semblait que certains sujets n'étaient jamais traités dans les médias ou étaient totalement sous-traités ou seulement selon un prisme qui était au service de cette seule idéologie libre-échangiste et qui ne laissait jamais apparaître les problématiques à l'œuvre en profondeur.

Là aussi, revenons-en à Marx et à la différence qu'il établit entre infrastructure et superstructure. On nous vend toujours un débat quasiment moral, sur l'immigration, sur l'ouverture, sur le protectionnisme, et on ne va jamais voir les infrastructures, c'est-à-dire les questions économiques qui fâchent: à qui profite ce système? Le système profite évidemment aux grandes multinationales qui ont confisqué l'économie à leur seul profit, multinationales qui sont en grande majorité anglo-saxonnes et même américaines, en particulier ce que l'on appelle les **GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon)** dont la capitalisation boursière atteint les 600 milliards de dollars. Google dispose aujourd'hui d'à peu près 250 milliards de dollars en cash dans des paradis fiscaux.

Auparavant, les journalistes étaient des spécialistes de leurs sujets, ils pouvaient parler d'égal à égal avec leurs interlocuteurs et avec leurs sources.

Ces problèmes ne sont absolument pas abordés dans les médias parce qu'il y a aujourd'hui une concentration des médias dans les mains de groupes capitalistes qui achètent de l'influence.

Les journalistes sont aujourd'hui soumis à un pouvoir économique. Ils subissent une pression pour traiter leurs sujets trop rapidement, selon un rythme qui est celui des chaînes d'information en continu, qui ne leur permet pas d'adopter un point de vue éclairé. On pourrait d'ailleurs multiplier les analyses sur le monde médiatique, parler ainsi de la déstructuration dans beaucoup de journaux des différents services. Auparavant, les journalistes étaient des spécialistes de leurs sujets, ils pouvaient parler d'égal à égal avec leurs interlocuteurs et avec leurs sources. Tout ceci a été démantelé au profit d'un

journalisme qu'on a voulu axé dans les années 1990 vers ce que l'on appelle l'investigation, avec un roulement dans les services qui les empêche d'acquérir un recul historique.

Il y a depuis trente ans un mouvement d'uniformisation des systèmes éducatifs sous les conseils des grandes instances internationales.

Traditionnellement, dans les totalitarismes, la propagande, les médias, sont importants, mais il y a aussi un autre levier qui est celui de l'éducation. Comment l'Education nationale par exemple, qui est encore un organisme étatique, peut-elle être imprégnée par cette globalisation idéologique libre-échangiste?

► On nous présente l'éducation comme l'un des derniers domaines régaliens, ce qui signifierait d'ailleurs que l'échec absolu de l'école française relèverait finalement de la défaillance de notre système étatique trop élitiste. C'est une idée fausse. Il y a depuis trente ans un mouvement d'uniformisation des systèmes éducatifs sous les conseils des grandes instances internationales qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de l'OCDE, à travers notamment les textes qui accompagnent les fameuses études PISA. Ces textes dictent aux différents pays ce que devrait être un bon système éducatif. Ces recommandations vont toujours dans le sens d'un utilitarisme qui ferait de l'éducation – pour reprendre d'ailleurs une phrase d'un lobby européen – un **"service rendu aux entreprises"**.

On veut faire des élèves de futurs salariés, **employables** à volonté et pour cela **adaptables**.

On oublie totalement la dimension culturelle, patrimoniale, civilisationnelle de l'éducation.

Et évidemment la dimension essentielle de l'éducation qui est **"l'émancipation des individus"**. Les connaissances, le savoir sont vus dans cette idéologie seulement comme un capital que chaque individu va pouvoir faire fructifier pour participer à la croissance globale.

On ne se rend pas compte qu'on détruit ainsi ce qui fait la richesse de l'école, sa capacité à transmettre des savoirs universels qui donnent cette capacité aux individus de lire le monde. C'est ce qui a fait autrefois la grandeur de l'école française et qui a permis de perpétuer l'histoire des nations, une certaine idée de la France, comme il y avait une certaine idée de l'Angleterre ou une certaine idée de l'Allemagne. Il y a bien une globalisation à l'œuvre dans l'éducation, au service de ce système économique. **(lire ici)**

On détourne la démocratie de son véritable rôle qui est de permettre l'expression de la souveraineté des peuples.

Qu'en est-il de l'**hyper-individualisme**? A la fin de l'ouvrage, la victoire du "**minoritarisme**" est évoquée. Comment cette propension à accorder des droits individuels participe-t-elle à alimenter ce **totalitarisme soft**?

► Il ne s'agit évidemment pas de nier les avancées nécessaires des droits telles qu'on les a connues depuis la Révolution française. Nous sommes bien d'accord que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est une avancée majeure dans l'humanité – encore ne faut-il pas oublier le terme de citoyen... Mai 1968 a apporté des droits absolument fondamentaux pour les êtres humains. Il était nécessaire que cette avancée se fasse dans certains domaines, notamment en matière d'égalité homme-femme.

Mais ce que l'on observe aujourd'hui est différent. **C'est l'idée que la démocratie se réduirait au progrès indéfini des droits individuels.** Se faisant, on détourne la démocratie de son véritable rôle qui est de permettre l'expression de la souveraineté des peuples et, à travers cela, de la souveraineté de chaque individu en tant que citoyen, qui permet à ceux-ci de décider en commun de leur destin.

Cette avancée des droits individuels se fait sous l'apparence du beau, du bien et du bon. Là encore, qui serait contre accorder davantage de droits? Si on le présente ainsi, bien sûr que ce processus apparaît comme la victoire du camp du bien. Sauf que là encore, c'est une façon très particulière de présenter les choses puisqu'il s'agit avant tout de découper la communauté nationale de chaque pays en tranches d'individus ou de petites communautés qui vont être traités comme un cœur de cible marketing. Les individus sont ainsi empêchés de se forger une volonté citoyenne nécessaire à la lutte contre les grands intérêts privés. En démantelant la pensée majoritaire qui est l'essence même de la démocratie, on tue la capacité à lutter contre l'appropriation de l'espace public par des intérêts privés.

Il y a dans ces insurrections par le vote quelque chose qui ressemble à une fronde contre un système dont les citoyens de tous les pays occidentaux voient bien qu'on le leur a imposé.

Donald Trump aux Etats-Unis, Brexit au Royaume-Uni, explosion des différents "**populismes**" en Europe... Ce monde du **totalitarisme soft** que vous décrivez n'est-il pas gravement secoué? N'y a-t-il pas dans tous ces phénomènes politiques récents un même rejet d'une globalisation néolibérale qui augmente les inégalités socio-économiques et qui uniformise culturellement le monde?

► Bien sûr! Il y a dans ces insurrections par le vote quelque chose qui ressemble à une fronde contre un système dont les citoyens de tous les pays occidentaux voient bien qu'on le leur a imposé. Ce n'est pas forcément pour le meilleur d'ailleurs... Car personne ne peut trouver formidable Donald Trump avec ses excès, avec tout ce qu'il peut dire d'absolument consternant.

Mais justement, sortons des fausses alternatives! De même que ce n'est pas parce que nous sommes attaqués par un totalitarisme bien plus dangereux, frontal et brutal qu'est le totalitarisme islamiste qu'il faut refuser de voir ce **soft totalitarisme** dont nous parlons. Ne serait-ce que parce que ce soft totalitarisme fait le lit du totalitarisme islamiste. D'abord parce qu'il déstabilise les Etats-nations, ensuite parce qu'il détruit tous les anticorps des individus qui permettent de lutter contre la radicalisation. Encore parce que cette mondialisation financière et néolibérale s'appuie sur le **consumérisme**, sur **l'abrutissement généralisé des populations** et finalement sur leur enfermement dans la simple consommation et dans une misère sociale de plus en plus grande.

Sous prétexte qu'il y a un danger islamiste, il ne faut pas refuser de remettre en cause le système tel qu'il est. C'est la raison pour laquelle l'insurrection par le vote que l'on observe un peu partout est une des formes de la colère des peuples. Il vaudrait mieux que l'on prenne en compte cette colère, qu'on la comprenne et qu'on y réponde, plutôt que de laisser bouillir la marmite. Au lieu de cela, la réaction depuis quelques années consiste à transformer petit à petit nos institutions pour tenter de verrouiller le système démocratique. On voit très bien comment le système a exclu Bernie Sanders, comment l'establishment démocrate a d'ailleurs ouvertement triché pour favoriser Hillary Clinton. Ça leur a évidemment explosé à la figure, mais pour autant il y a bien là une forme de confiscation de la démocratie. De même en France, on voit comment le mécanisme des primaires essaie de contenir tout ce qui pourrait remettre en cause le système.

N'y a-t-il pas lieu d'être optimiste puisque François Fillon par exemple n'était pas le candidat de l'establishment et a fait mentir les prévisions tant politico-médiatiques que sondagières?

► Oui, effectivement, on a François Fillon d'un côté. On a de l'autre Jean-Luc Mélenchon qui refuse d'entrer dans le cadre des primaires. On voit bien que ce système ne marche pas et qu'il craque de tous les côtés. Mais le tout est de savoir si l'on arrivera à remettre en cause ce qui est la base de ce soft totalitarisme, à savoir le pouvoir des multinationales à travers l'idéologie libre-échangiste.

Ce n'est pas à l'échelon national que les problèmes se régleront, mais l'échelon national sert prioritairement à exprimer la volonté des peuples.

Les peuples peuvent s'exprimer par leur vote, mais encore faut-il ensuite que les élus puissent agir conformément à leur mandat. Dans un monde de plus en plus complexe, global, rapide, interconnecté, n'y a-t-il pas une impuissance naturelle du politique? Est-ce à l'échelon national que le politique peut être vraiment en prise avec le réel?

► Ce n'est pas à l'échelon national que les problèmes se régleront, mais l'échelon national sert prioritairement à exprimer la volonté des peuples. Pour le reste, nous avons laissé

faire cette impuissance politique, elle a été organisée. Notre rôle de citoyen est d'imposer à nos politiques une obligation de puissance. Il s'agit pour nous de choisir les politiques qui auront la volonté de lutter contre ce système. Ça s'appelle la souveraineté.

Lutter contre cette globalisation qui privatise la démocratie, cela peut se faire grâce à des politiques qui sauront refuser ce qui leur semble inacceptable, par exemple refuser les traités de libre-échange dans la mesure où ceux-ci sont une renonciation totale au modèle civilisationnel européen. Et pardon, ce n'est pas si compliqué de le refuser! J'ai le souvenir des propos du Général de Gaulle cités par Alain Peyrefitte dans 'C'était De Gaulle'. Ce dernier lui parlait du traité de Rome et lui faisait remarquer que rien n'était prévu pour en sortir. De Gaulle répondait en substance: "C'est de la foutaise. Avez-vous déjà vu un grand pays être couillonné sous prétexte qu'il n'y a rien de prévu pour qu'il arrête d'être couillonné?". Il continuait en disant: "Quand on est couillonné, on dit "je suis couillonné, je m'en vais. C'est tout". C'est une question de volonté.

Ça ne veut pas dire de se renfermer dans ses frontières comme on veut nous le faire dire. Mais ça veut dire réguler ce système. Il s'agit d'une juste régulation pour préserver les intérêts des citoyens.

Le local n'est non seulement pas utopique, mais ce sont même les nouvelles technologies dans ce qu'elles ont de positif qui peuvent nous aider.

Votre ouvrage se conclut par un appel à passer d'une gestion globale des choses à une gestion locale. Le *Small is beautiful* publié en 1979 par l'économiste Ernst Schumacher est-il encore vraiment possible à l'heure des grandes ruptures technologiques que nous connaissons? N'est-ce pas utopique?

► C'est non seulement pas utopique, mais ce sont même les nouvelles technologies dans ce qu'elles ont de positif qui peuvent nous aider. C'est par là qu'on peut retrouver une pleine souveraineté sur notre façon de vivre, de consommer, de nous mouvoir, etc.

Tout achat est un acte politique. Par ces choix de consommation, on choisit de soutenir un système ou un autre.

C'est par le retour à une échelle locale que nous allons de nouveau pouvoir maîtriser les flux économiques et retrouver un poids qui nous permettra de décider de notre avenir, de faire face à ce qui jusqu'à présent n'est qu'une concurrence déloyale.

Reprendre une échelle locale permettra au citoyen d'avoir une prise et de répondre ensuite aux grands enjeux internationaux. Le système craque et l'on voit tout à coup l'Europe

imposer à Apple une amende de 13 milliards d'euros pour tout ce dont elle a bénéficié comme largesses fiscales de la part de l'Irlande. Ça ne s'est fait que pour une raison: parce qu'il y a eu le Brexit et parce qu'il y a eu la remise en cause populaire des traités de libre-échange. C'est la voix des peuples qui a permis à l'Europe de retrouver son rôle.

Il faut que l'Europe retrouve ce pour quoi elle a été fondée, à savoir la préférence communautaire. Au départ, il s'agissait de créer un marché intérieur, d'échanger entre pays qui auraient les mêmes conditions et qui œuvreraient ensemble parce qu'ils auraient la même vision et la même culture de ce que seraient les droits sociaux. Ceci a été complètement brisé en élargissant l'Europe de façon folle, en ouvrant les frontières au nom d'une idéologie libre-échangiste que ne pratiquent pas les autres grands ensembles du monde.

Avec le Comité Orwell, nous avons voulu mettre des mots sur ce que les citoyens ressentent, parce qu'ils savent qu'on est en train de leur confisquer leur liberté, leur voix, leur souveraineté.

La rédaction vous conseille

- Dominique Lecourt: "Le politiquement correct favorise le retour de toutes les violences"
- Brice Couturier: le Parti des médias et l'intelligentsia méprisent la réalité